

2. Obésité, sous-nutrition et changement climatique : causes et solutions communes

Par Dr. Stefanie Vandevijvere, chercheuse senior en nutrition et santé chez Sciensano (Institut scientifique de santé publique), co-auteur du rapport « *The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change* » publié dans *The Lancet* en 2019.

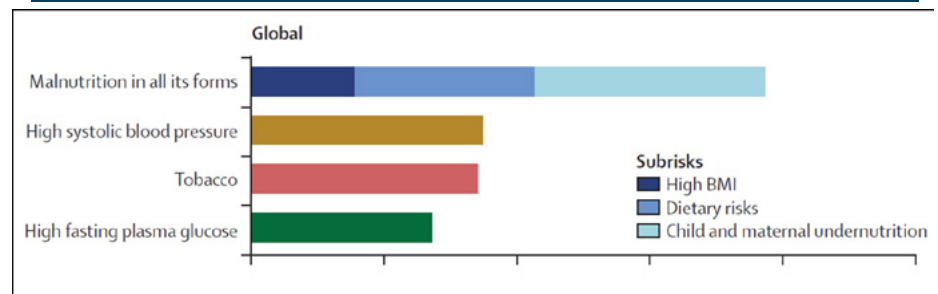
Les trois pandémies – obésité, sous-nutrition et changement climatique – affectent la majeure partie de la population, dans tous les pays et régions du monde. Les mesures politiques prises par les gouvernements nationaux au cours des dernières décennies pour faire face à ces pandémies séparément ont été lentes et insuffisantes. Des actions « à effet double » ou « à effet triple » visant à réorienter les systèmes alimentaires et agricoles, les systèmes de transport et l'utilisation des terres seront nécessaires au niveau local, national et international pour faire face à la syndémie¹ des pandémies.

1 Note : la syndémie est un concept utilisé en santé publique, dans les sciences sociales de la santé et par les chercheurs-euses médicaux-ales pour parler de l'interaction dangereuse de deux ou de plusieurs maladies au sein d'une population et qui cause des effets encore plus néfastes pour la santé. Il s'agit de la fusion du mot « synergie » (soit l'interaction ou la coopération de deux ou plusieurs entités) et du suffixe « -émie » (un terme de la santé publique qui signifie « teneur dans le sang »). Source : Merrill Singer, les syndémies et la santé, juin 2020, <https://defining-momentscanada.ca>

La malnutrition sous toutes ses formes, incluant tant la sous-nutrition que l'obésité et les autres risques nutritionnels associés aux maladies chroniques, est de loin la principale cause de mauvaise santé et de décès prématurés dans le monde (19 % de la morbidité totale dans le monde ; figure 1)².

Dans un avenir proche, les effets du changement climatique sur la santé aggraveront encore considérablement l'impact de ces maladies. Tout comme l'obésité et la sous-nutrition, le changement climatique peut également être considéré comme une pandémie (c'est-à-dire une épidémie mondiale), en raison de son impact majeur sur la santé de la planète.

Figure 1 : Charge internationale due à la malnutrition sous toutes ses formes (par rapport à la charge des trois principaux contributeurs suivants).
Echelle : % (0, 5, 10, 15, 20, 25) en espérance de vie corrigée de l'incapacité (EVCI)^A



A Note : l'espérance de vie corrigée de l'incapacité (EVCI) est un mode d'évaluation du coût des maladies mesurant l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire en soustrayant à l'espérance de vie le nombre d'années « perdues » à cause de la maladie, du handicap ou d'une mort précoce.

2 Toutes les données de cet article sont tirées du rapport suivant : Swinburn et al (2019). *The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change: The Lancet Commission Report*. 393(10173):791-846.

LES EFFETS DE L'OBÉSITÉ, DE LA SOUS-NUTRITION ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Les trois pandémies – obésité, sous-nutrition et changement climatique – affectent la majeure partie de la population, dans tous les pays et régions du monde. Se produisant en même temps et en même lieu, et ayant des causes communes, on peut parler d'une syndémie de ces pandémies. Par exemple, nos systèmes alimentaires actuels ne sont pas seulement responsables de la sous-nutrition et de l'obésité résultant de l'augmentation de la commercialisation et de la consommation d'aliments ultra-transformés ; ils génèrent également entre 21 et 37 % des émissions de gaz à effet de serre (GES), l'élevage représentant plus de la moitié de ces émissions³. Autre exemple, les moyens de transport, dominés par la voiture, qui favorisent l'inactivité physique et un mode de vie largement sédentaire, alors même qu'ils génèrent entre 14 et 25 % des émissions de GES. Les causes sous-jacentes de la syndémie entre ces pandémies sont la faiblesse des systèmes politiques, la quête de la croissance du produit intérieur brut – théorie économique incontestée – et la puissante incitation à la surconsommation par le secteur privé.

Les coûts sociaux de la syndémie des trois pandémies sont considérables et touchent davantage les populations et les pays les plus pauvres.

1. Obésité : La surcharge pondérale touche plus de 2 milliards de personnes dans le monde et est responsable d'environ 4 millions de décès par an. Le coût économique actuel de l'obésité est estimé à environ 2,8 % du produit intérieur brut mondial.
2. Sous-nutrition : En Asie et en Afrique, la sous-nutrition coûte de 4 à 11 % du produit intérieur brut. En 2017, 155 millions d'enfants étaient trop petits pour leur âge et 52 millions avaient un poids trop faible pour leur taille. En outre, deux milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments et 690 millions de personnes étaient chroniquement sous-alimentées en 2019⁴.
3. Changement climatique : On estime que les coûts économiques futurs du changement climatique représenteront 5 à 10 % du produit intérieur brut mondial ; les coûts dans les pays à faible revenu dépasseront 10 % de leur produit intérieur brut.

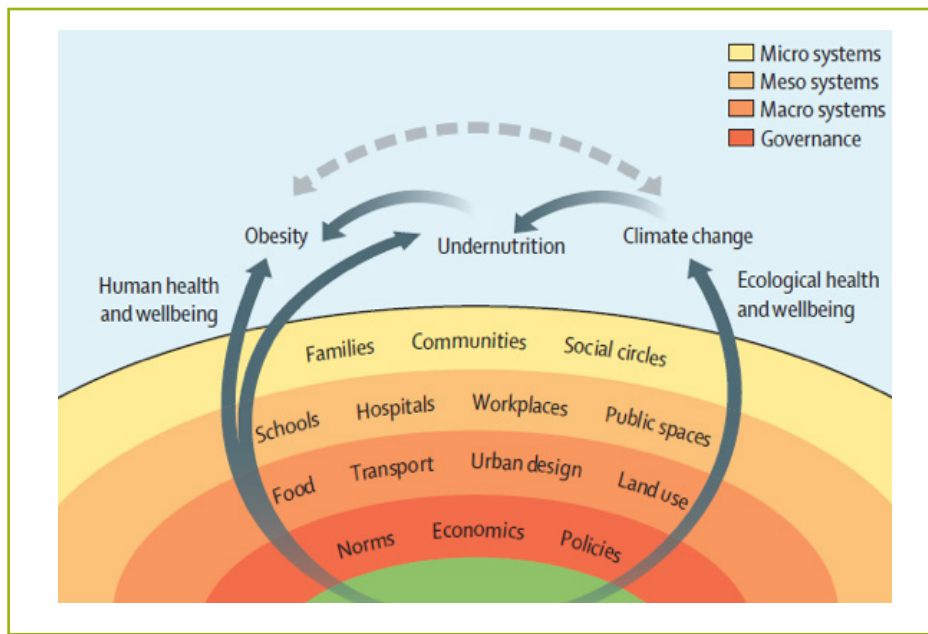
LES FACTEURS COMMUNS DE L'OBÉSITÉ, DE LA SOUS-NUTRITION ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La figure 2 montre les moteurs communs de la syndémie des pandémies. Par exemple, le changement climatique augmentera la sous-nutrition en raison d'une augmentation de l'insécurité alimentaire, de conditions climatiques extrêmes, de sécheresses et de bouleversements dans l'agriculture. En outre, on sait que la sous-nutrition des fœtus et des nourrissons augmente le risque d'obésité chez les adultes. Les effets du changement climatique sur l'obésité, et vice versa, sont pour l'instant incertains. Des actions qui recentrent les systèmes sous-jacents (comme l'alimentation, les transports, l'affectation des terres, l'aménagement du territoire), seront nécessaires pour faire face à la syndémie des pandémies, par exemple en promouvant des politiques agricoles ayant pour objectifs la santé et la durabilité.

3 GIEC 2019

4 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2020. Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9699fr>

Figure 2 : Syndémie des trois pandémies: obésité, sous-nutrition et changement climatique



DES ACTIONS POLITIQUES À EFFET DOUBLE ET TRIPLE

Les mesures politiques prises par les gouvernements nationaux au cours des dernières décennies pour lutter séparément contre l'obésité, la sous-nutrition ou le changement climatique ont été lentes et inadéquates. Cette inertie politique a plusieurs causes et découle, entre autres, de la réticence des décideur·euse·s politiques à mettre en œuvre des politiques efficaces, de la forte opposition exercée par les intérêts commerciaux et de l'insuffisance de la demande de changement de la part du public et de la société civile. La sous-nutrition diminue beaucoup trop lentement pour atteindre les objectifs mondiaux,

aucun pays n'a été en mesure d'inverser son épidémie d'obésité et les actions politiques globales pour lutter contre le changement climatique ont à peine commencé.

Des actions s'attaquant aux facteurs sociaux, politiques, socio-économiques et commerciaux sous-jacents de la syndémie des trois pandémies sont nécessaires. Nombre des recommandations internationales actuelles visant à réduire l'obésité et la sous-nutrition sont également bénéfiques pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, et vice versa. Ces actions sont alors appelées « à effet double » ou « à effet triple » car elles peuvent influencer plusieurs pandémies en même

temps. Ces actions, visant à recentrer les systèmes alimentaires et agricoles, les systèmes de transport et l'affectation des terres, devraient idéalement avoir lieu aux niveaux local, national et international. Quelques exemples sont donnés dans le tableau 1.

Les actions qui responsabilisent l'individu·e par des programmes de promotion de la santé ou des services de soins de santé sont plus faciles à mettre en œuvre que des politiques ou des actions répondant aux causes profondes, or ces dernières sont essentielles à une transformation systémique. Outre les autorités nationales et locales, la société civile, les bailleurs de fonds et les organisations internationales peuvent prendre diverses mesures pour faire face à la syndémie des pandémies (tableau 2).

TABLEAU 1 :

Actions « à effet double » et « à effet triple » pour faire face à la syndémie des trois pandémies

ACTION POLITIQUE	SOUS-NUTRITION	OBÉSITÉ	CHANGEMENT CLIMATIQUE
Réduction de la consommation de viande (via des taxes, l'étiquetage, des campagnes de sensibilisation, etc.)	Plus de terres pour une agriculture efficace et durable	Des régimes alimentaires plus sains pour prévenir le cancer et les maladies cardiovasculaires	Réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture
Élaboration et mise en œuvre de recommandations pour des régimes alimentaires sains et durables	Augmentation du nombre de femmes qui allaitent, facilitation de l'accès à une alimentation saine	Promotion de produits alimentaires plus sains et dissuasion à l'égard des produits malsains	Diminution de la demande d'aliments moins durables
Législation sur le « droit au bien-être »	Sécurité alimentaire pour tou-te-s	Restrictions sur la commercialisation d'aliments malsains et des substituts du lait maternel	Respect des droits de l'enfant ; inclusion des générations futures dans la politique
Limitation des influences du secteur marchand sur l'élaboration des politiques (limitation des conflits d'intérêts)	Réduction de la corruption et de la pauvreté	Réduction de l'opposition aux mesures politiques recommandées pour créer un environnement alimentaire plus sain	Réduction de l'opposition aux mesures politiques recommandées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre
Rendre durables les systèmes de transport (via les infrastructures, les taxes, les campagnes, etc.)	Des transports moins chers, un meilleur accès à une alimentation saine pour les groupes vulnérables	Plus d'activité physique, moins de sédentarité	Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues aux transports

TABLEAU 2 :

Actions des différents acteurs pour faire face à la syndémie des trois pandémies

AUTORITÉS LOCALES
ET NATIONALES

- Réduire la pauvreté et les inégalités au niveau national pour diminuer le tribut de la syndémie des pandémies, qui pèse de façon disproportionnée sur les personnes les plus vulnérables et les pays pauvres. La mise en œuvre de l'objectif 1 (ODD1) des objectifs de développement durable est cruciale à cet égard.
- Mettre pleinement en œuvre les conventions relatives aux droits humains afin de protéger les populations vulnérables, et développer des actions visant à créer un environnement sain et actif pour tou-te-s. Intégrer les droits reconnus en droit international, y compris le droit à la santé et le droit à l'alimentation, les droits culturels, les droits de l'enfant et le droit implicite à un environnement sain, dans les constitutions nationales sous le concept unificateur de « droit au bien-être » [pour le cas de la Belgique, voir article n°4, par Manuel Eggen].
- Réduire l'influence des intérêts commerciaux dans l'élaboration des actions politiques afin de permettre aux gouvernements de mettre en œuvre des politiques dans l'intérêt de la santé publique, de l'égalité et de la durabilité de la planète.
- Éliminer les subventions pour les produits qui contribuent à la syndémie des pandémies (par exemple, les subventions gouvernementales existantes pour le bœuf, les produits laitiers, le sucre, le maïs, le riz et le blé ; les subventions pour les combustibles fossiles) et les réorienter vers l'agriculture et l'énergie durables, les moyens de transport durables et les produits alimentaires sains.
- Fournir aux consommateur-ric-e-s des informations claires sur l'impact des produits alimentaires sur la santé et l'environnement afin de leur permettre de faire des choix éclairés.
- Imputer directement les coûts des dommages causés à la santé et à l'environnement par les processus commerciaux et les produits au lieu de les répercuter sur les contribuables ou les générations futures.

LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Établir des coalitions civiles pour défendre des politiques spécifiques, par exemple : une alimentation saine dans les écoles [pour le cas de la Colombie, voir article n°13, par Hernando Salcedo Fidalgo et Ingrid Paola Romero Nino], des infrastructures de transport public, la limitation des influences commerciales sur l'élaboration des politiques et l'inclusion claire des droits humains dans la législation.
- Un suivi et une cartographie clairs des actions des différents acteurs pour stimuler de nouvelles actions.

LES BAILLEURS DE FOND

- Utilisation de l'aide au développement et des prêts comme mécanisme pour encourager les actions « à effet double » ou « à effet triple ».
- Développement d'un « Fonds alimentaire » mondial pour soutenir les efforts des organisations de la société civile afin d'accroître la pression pour créer des systèmes alimentaires sains, durables et équitables.
- Création d'un « Fonds des sept générations » basé sur le concept iroquois afin que les connaissances des peuples indigènes puissent être prises en compte dans l'élaboration des politiques de promotion de la santé, de l'égalité et de la durabilité environnementale.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- Établir une convention-cadre sur les systèmes alimentaires en tant que cadre juridique complet pour encourager les gouvernements nationaux à créer des systèmes alimentaires qui favorisent la santé, l'équité et la durabilité environnementale [pour le cas des Directives sur les systèmes alimentaires et la nutrition, voir article n°15, par Isa Álvarez Vispo]. Une telle convention devrait s'attaquer aux conflits d'intérêts des grandes entreprises alimentaires, à l'instar de la Convention contre le tabagisme (Framework Convention on Tobacco Control).

AVERTISSEMENT

Les articles présents dans cette publication ont été écrits en juin et juillet 2020. La situation liée à la pandémie de Covid-19 évoluant rapidement, il est possible que certaines données reprises dans les articles soient maintenant obsolètes.

Révision des chiffres de la faim dans le monde, mais nous sommes toujours loin de réaliser l'objectif « Zéro Faim » d'ici à 2030.

Le dernier rapport sur « l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » (SOFI) a été publié le 13 juillet passé, conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres agences des Nations Unies. Le rapport confirme la tendance alarmante à l'augmentation du nombre de personnes globalement touchées par la faim et toutes les formes de malnutrition¹.

Trois points importants sont à retenir de ce rapport. Premièrement, des **misés à jour** dans les données, notamment sur les estimations de la sous-alimentation en Chine, ont permis de **réviser à la baisse les chiffres de la faim** dans le monde. Deuxièmement, malgré cette révision à la baisse, **le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde reste en augmentation depuis 2014**². Il est estimé qu'en 2019 près de **690 millions de personnes dans le monde souffraient de la faim**, soit 8,9 % de la population mondiale. De plus, près de 750 millions de personnes, soit près d'une personne sur dix dans le monde, étaient exposées à l'insécurité alimentaire grave. Enfin, une estimation préliminaire donne à penser que **la pandémie de Covid-19 pourrait ajouter, en fonction du scénario de croissance économique, entre 83 et 132 millions de personnes au nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde en 2020**. Le rapport est donc clair : « le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif de développement durable « Zéro Faim » d'ici à 2030. Si les tendances récentes se poursuivent, le nombre de personnes touchées par la faim dépassera les 840 millions d'ici à 2030. »

Suite à la sortie du rapport SOFI 2020, nous avons fait le choix d'actualiser tous les chiffres de cette publication, afin d'être les plus à jour possible. Concrètement, les chiffres du rapport SOFI 2019, qui avaient été repris dans plusieurs articles lors de leur rédaction – plus particulièrement celui faisant état de 821 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde –, ont été remplacés par les chiffres du dernier rapport SOFI.

1 FIAN International, Press Release : Le Rapport SOFI reconnaît le besoin urgent de transformation des systèmes alimentaires, 16 juillet 2020. <https://www.fian.org/fr/press-release/article/le-rapport-sofi-reconnait-le-besoin-urgent-de-transformation-des-systemes-alimentaires-2531>

2 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2020. Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9699fr>